



I

LES RACINES : DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE À LA COMMUNE DE PARIS ET AUX RÉVOLUTIONS RUSSES

Le communisme français, comme idée et comme action, n'est pas né le dernier soir de décembre 1920. Il puise sa sève dans l'histoire de notre peuple à travers les siècles. La Grande Révolution (1789-1794), bien que bourgeoise par sa nature et ses acteurs, donna un élan aux aspirations égalitaires qui s'étaient exprimées bien avant elle. Ses limites sont connues, elle confirma un ordre social fondé sur le droit imprescriptible de la propriété, ne consentit les droits politiques qu'aux propriétaires et, par la loi Le Chapelier de 1791, elle interdit aux travailleurs salariés de s'organiser et de se « coaliser », c'est-à-dire d'agir pour défendre leurs intérêts¹. La Révolution ne s'en prit pas moins aux fondements de la propriété féodale, obligée qu'elle fut de tenir compte de l'irruption du peuple de la ville et de la campagne, et de ses revendications radicales. La Constitution de 1793, élargissant le droit de suffrage à tous, proclamait plus fermement le principe d'égalité pour tous (pour les hommes, car les femmes en étaient toujours écartées). Le jacobinisme extrême dans ses diverses expressions, dont celle des Enragés, sortit même du cercle de l'humanisme abstrait pour poser le problème des couches déshéritées de la société dans leur confrontation avec les possédants des richesses.

Babeuf et ses héritiers

Il se heurta aux leaders de la Révolution, Robespierre et Saint-Just compris, qui se servirent contre lui des armes de la Terreur, affaiblissant





par là même leurs propres positions. Ce qui explique que nombre de ces « extrémistes » firent cause commune, le 9 thermidor, avec « les pourris et les affairistes » et applaudirent à la chute du « tyran ». Mais bien vite, les montagnards avancés et Babeuf se retrouvèrent pour sauvegarder ce qu'avait de positif l'héritage jacobin et développèrent leur réflexion jusqu'à la « conjuration des Égaux », qui proposaient une mise en commun des biens de ce monde pour en faire bénéficier ceux qui n'avaient rien d'autre que leurs bras. Leur entreprise, bien en avance sur leur temps, fut défaite par la répression des partisans de l'ordre établi et le babouvisme, ce communisme de la fin du XVIII^e siècle, succomba avec Babeuf, non sans laisser de traces².

Le 18 Brumaire, Bonaparte acheva l'œuvre de Thermidor, confisqua tout reste de liberté politique, consolida et codifia l'essentiel de la Révolution, la domination bourgeoise. Il tenta même, à travers ses entreprises militaires, d'imposer l'universalisme de type bourgeois. L'Empire n'en fut que l'habillage rutilant et, hélas aussi, sanglant. Les princes et les ducs que Napoléon fabriqua en série à partir de ses généraux et de grands parvenus issus de la Révolution, allèrent rejoindre les nobles ralliés mais cela ne changea rien à la nature du système. Pas plus qu'il ne changea lorsque la Sainte-Alliance des monarchies européennes vint à bout du « Robespierre botté » et ramena dans les fourgons de ses armées la « royauté légitime ».

1815-1848 : les ouvriers entrent en scène

La Charte de 1814 légalise les principaux acquis de la Révolution. Certes, la bourgeoisie doit partager le pouvoir avec les restes de la vieille noblesse, mais elle n'en demeure pas moins la force économiquement dominante et, progressivement, regagne assez vite toutes ses positions politiques. Durant ces années-là, le capitalisme fleurit, il donne une impulsion nouvelle à l'économie nationale, développe les effectifs des hommes et des femmes privés de toute propriété et condamnés par la misère à lui vendre le seul bien qui leur reste, leur force de travail.

Dans ces conditions, il est naturel qu'apparaissent, à nouveau, des théories mettant en cause le principe sacré de la propriété bourgeoise





et de l'ordre social basé sur sa domination et avançant des modèles de société communautaires, plus ou moins utopiques (Saint-Simon, Charles Fourier, Cabet et d'autres), qualifiés déjà de communistes. Parallèlement, renaît la nostalgie des temps idéalisés de la Révolution et pour une part, de l'Empire qui en était l'enfant bâtard. Des sociétés secrètes, certaines inspirées du babouvisme, mêlent l'idéal démocratique à une philosophie égalitaire.

La révolution de juillet 1830 va être une expression de ces courants démocratiques et sociaux, bourgeois et populaire mêlés. Elle est vite confisquée par la gra bourgeoisie dont le pouvoir s'exprime à travers la monarchie orléaniste, celle de Louis-Philippe, « le roi bourgeois ».

Une fois passée l'exaltation des journées révolutionnaires, la réalité fait que ce pouvoir se heurte aux oppositions politiques républicaines, légitimistes ou bonapartistes et surtout, aux combats de la classe ouvrière et des artisans. L'insurrection des canuts de Lyon, en 1831, celle des artisans et ouvriers parisiens en 1834, seront alors écrasées par une répression impitoyable³.

Le flot conjugué des revendications démocratiques (le suffrage universel à la place du suffrage censitaire) et des luttes sociales débouche sur la nouvelle révolution de février 1848. L'intervention des couches populaires, la participation des ouvriers aux combats dans Paris donnent une impulsion nouvelle aux théories socialistes et communistes. Un théoricien des réformes sociales, Louis Blanc, un ouvrier, Albert, figurent parmi les membres d'un gouvernement provisoire fortement imprégné de nostalgie montagnarde. Des clubs se multiplient qui dénoncent l'exploitation dont est victime le prolétariat et qui prônent une organisation de la société qui en limite au moins les méfaits.

C'est dans cette même période que s'est organisée, en 1847, la Ligue des communistes, composée pour l'essentiel d'immigrés allemands. Le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels est écrit cette année-là, et donne une analyse de l'histoire des sociétés en montrant qu'elle est mue, essentiellement, par la lutte des classes sociales, la classe ouvrière étant l'inspiratrice d'un ordre social nouveau. Le *Manifeste* n'a pas tort de proclamer : « Un spectre hante l'Europe, le spectre du com-





munisme », car ce mouvement, pourtant à si faible alors, fait déjà peur aux tenants du capital.

Les révolutions de 1848 qui, après la France, gagnent la plupart des pays européens, reflètent à la fois des aspirations à la libération sociale et à l'indépendance nationale. Elles seront soit écrasées par les armées monarchiques, soit détournées de leur sens par la bourgeoisie, y compris par son aile la plus radicale. En France, la bourgeoisie n'hésite pas à provoquer, par la fermeture des ateliers nationaux censés fournir du travail à tous ceux qui n'en ont pas, l'insurrection désespérée de juin 1848 qui est donnée, avec raison, pour un premier affrontement direct du prolétariat et du capital. La répression est atroce : des milliers de morts dans les quartiers populaires de Paris, des dizaines de milliers d'emprisonnés, de déportés et d'exilés. Avec cet écrasement des ouvriers et des artisans, la démocratie « radicale » de Ledru-Rollin aura elle-même sapé ses bases et frayé la voie au retour de la réaction monarchiste et cléricale. Celle-ci aura la majorité absolue dans l'Assemblée nationale constituante et établira une Constitution de la II^e République qui profitera, en fin de compte, à la démagogie de Louis-Napoléon Bonaparte. Il va d'abord se faire élire président de la République pour se proclamer, après le coup d'État du 2 décembre 1851, empereur des Français.

L'essor du capitalisme et l'organisation des travailleurs

À force de fusillades et de déportations, le Second Empire rétablira « l'ordre » dans le pays, donnera confiance aux possédants et facilitera un développement sans précédent de l'industrie, du commerce, du capitalisme financier, accompagné d'une croissance considérable des effectifs ouvriers. À l'extension de la domination du capital, à l'étalage de la richesse des anciens et des nouveaux riches, à la multiplication des spéculations financières, des « affaires » de toute nature, va répondre un mouvement ouvrier qui commencera à s'organiser à la frange de l'action des organisations républicaines d'opposition.

Profitant de la tolérance dont elles jouissent dans les dernières années de l'Empire, des chambres syndicales ouvrières se créent et se fédèrent parfois, comme à Paris, sous l'autorité d'Eugène Varlin. Le 25 mai 1864,





l'Empire doit concéder le droit de grève aux travailleurs, ce qui donnera un nouvel élan aux luttes ouvrières⁴. Des sections de l'Association internationale des travailleurs (la I^{re} Internationale), quoiqu'interdites, se créaient un peu partout. L'AIT fut fondée à Londres en 1864. Marx et son ami Engels en furent les inspireurs, avec des dirigeants socialistes et syndicalistes de diverses tendances.

En France, les sections de l'Internationale, pourchassées par les polices et la justice de l'Empire jusqu'à la veille de la guerre franco-allemande de 1870, étaient essentiellement influencées par les idées de Proudhon dont les œuvres, exaltant les mérites de la coopération, du mutualisme et du crédit pour tous, étaient largement diffusées dans les milieux populaires. Auguste Blanqui, révolutionnaire courageux, sortant d'une prison pour être jeté dans une autre, dénonçait l'exploitation des travailleurs, mais fidèle au principe des minorités agissantes, il préconisait de renverser le régime par des coups de force de petits groupes armés qui conduisaient chaque fois à des défaites et à l'incarcération des conspirateurs.

Le 4 septembre 1870, à la nouvelle du désastre de Sedan, le peuple de Paris s'insurge, abat l'Empire et impose la République. Autour d'elle se réalise pour un court moment l'union des forces républicaines et socialistes, y compris de celles qui se réclament de l'Internationale ou de Blanqui. La guerre franco-allemande change alors de caractère et de conflit dynastique devient, pour la France, une guerre de défense nationale.

1871 : la Commune de Paris

La résistance des armées reconstituées sur la Loire, celle des unités des francs-tireurs un peu partout en France, des gardes nationaux dans la capitale ont, sans nul doute, un caractère populaire. Dans la garde nationale, élément essentiel de la défense de Paris assiégé par les Allemands, les ouvriers, les artisans sont les plus nombreux.

Le gouvernement, dirigé par Thiers et de grands bourgeois, veut à tout prix la paix et la signe à des conditions déshonorantes. L'Assemblée nationale dominée par les monarchistes, élue en 1871, dans la situation détestable de l'occupation du pays par les armées étrangères, siège à Bordeaux et ratifie la capitulation.





À Paris, la tentative d'enlèvement, sur ordre de Thiers, des canons de la garde nationale à Montmartre, fut, le 18 mars, le détonateur de l'insurrection qui conduisit, après la fuite du gouvernement à Versailles, à la proclamation de la Commune. Sous l'égide de la garde nationale, des élections au Conseil général de la Commune font qu'une majorité de partisans des divers courants socialistes d'alors, proudhoniens et blanquistes entre autres, vont y siéger aux côtés de démocrates radicaux, hantés peu ou prou par les souvenirs de 93.

La Commune est un contre-gouvernement qui s'oppose à celui de Thiers à Versailles. Elle fait du drapeau rouge son emblème et prend des mesures sociales et économiques, nettement différentes de celles des pouvoirs issus des révolutions précédentes. Malgré ses efforts pour s'élargir à la province (des insurrections vite étouffées eurent lieu notamment à Lyon, Marseille, Narbonne, au Creusot), elle restera isolée dans la capitale. Ses forces militaires, quel que fût le courage des combattants, seront mal commandées, sans but stratégique. Ces faiblesses expliquent que le gouvernement de Versailles pourra progressivement l'affaiblir puis, profitant d'une trahison, entrer dans Paris, le 22 mai 1871 et se livrer jusqu'au 28, pendant la « semaine sanglante », à une répression féroce : 30 000 morts, 45 000 déportés et exilés, tel fut le bilan de la vengeance d'une bourgeoisie monarchiste ou républicaine qui avait tremblé, un temps, pour ses privilèges.

L'on a discuté si la Commune avait été la première révolution ouvrière ou un avatar de la révolution jacobine. L'on a disputé pour savoir si son contenu patriotique national, en réaction à la capitulation devant l'Allemagne, l'emportait sur son caractère social et socialiste. En fait, la Commune emprunte des traits au passé et, en même temps, donne une certaine image de l'avenir. C'est ce dernier trait que retiendront les générations suivantes. Celle d'une révolution, d'un pouvoir populaire dont les actes serviront de prémices à une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique. Son existence, pendant 72 jours, son combat, ses martyrs, marquèrent d'une empreinte indélébile le mouvement ouvrier, socialiste puis communiste des décennies suivantes. Les survivants de la Commune, sortis des prisons ou revenus des terres d'exil, bénéficieront d'une autorité





exceptionnelle, tiendront une place importante dans la reconstruction et l'extension du mouvement ouvrier français de la fin du XIX^e siècle. Qu'on pense à l'audience extraordinaire qu'eurent alors Auguste Blanqui, Louise Michel, Jules Vallès, Benoît Malon, Édouard Vaillant, Jules Guesde, Jean Allemane et tant d'autres communards éminents ou modestes.

Le mouvement ouvrier, dans ses différentes composantes, honora la Commune, s'appropriâ ses drapeaux et vécut dans l'espérance d'une autre Commune, victorieuse celle-là. Cela explique, pour une part, l'influence qu'exerça en France la révolution soviétique qui, par plusieurs de ses aspects, apparut comme une continuation de la Commune de Paris. Des communards furent accueillis et moururent à Moscou, et Lénine fut enveloppé, à sa mort, dans le drapeau rouge qui avait flotté sur l'une des dernières barricades de la Commune⁵.

1872-1892 : après la Commune, le mouvement ouvrier renaît

Ceux qui avaient ordonné les massacres de la « semaine sanglante » pensaient s'être débarrassés du mouvement ouvrier et de ses organisations pour une longue période. Ils se trompèrent.

En quelques années, les courants socialiste et communiste refirent surface et faisant face aux répressions, s'organisèrent à nouveau et se donnèrent pour objectif premier d'obtenir l'amnistie des communards emprisonnés ou déportés. Les organisations syndicales et mutualistes se reconstituèrent et, dès 1872, des grèves ouvrières se multiplièrent.

En 1876, se réunit à Paris le premier congrès ouvrier de France où siégèrent 350 délégués des syndicats, des mutuelles et des coopératives. Même s'il se limita à l'énoncé de quelques revendications immédiates des travailleurs, il marqua une étape de la remise sur pied du mouvement ouvrier et fut justement apprécié comme tel par Jules Guesde et ses amis, qui s'initiaient alors aux idées de Karl Marx.

En janvier-février 1878, le deuxième congrès ouvrier se tint à Lyon et les groupes guesdistes s'y manifestèrent. Organisateur d'une rencontre socialiste internationale, Jules Guesde sera arrêté et condamné à la prison. Il y rédigea son *Programme et adresse des socialistes révolutionnaires de France*, autour duquel se regrouperont ses partisans.



Au troisième congrès ouvrier de Marseille, en octobre 1879, les groupes organisés par Jules Guesde ainsi que par les communards revenus en France à la suite de l'amnistie arrachée au gouvernement en 1878, firent entendre leur voix. Les congressistes de Marseille posèrent la première pierre d'un parti, la Fédération des travailleurs socialistes de France. En novembre 1880, le congrès du Havre précisera les contours de ce parti et adoptera un programme dont les célèbres considérants furent mis au point au mois de mai, à Londres, lors de discussions entre Karl Marx, Jules Guesde et Paul Lafargue, gendre de Marx. Ce dernier estima que c'était là « la naissance du premier véritable parti ouvrier de France ». C'était sans doute aller vite en besogne.

La Fédération des travailleurs socialistes de France était en effet hétérogène, faite de tendances diverses et opposées. Certains dirigeants comme Paul Brousse et Benoît Malon n'étaient pas d'accord avec le programme de lutte de classes et soutenaient que « l'on ne doit en retenir que les revendications ouvrières dont la réalisation est possible sous le capitalisme », d'où leur nom de « possibilistes ». De leur côté, les blanquistes se tenaient à l'écart et s'organisaient dans le Comité révolutionnaire central dont Édouard Vaillant, revenu d'exil, fut le leader. Ils se divisèrent bientôt, lors de l'aventure du général Boulanger, que certains dirigeants blanquistes tinrent pour un homme capable de faire avancer une république sociale.

Les partisans de Jules Guesde, qui ne firent d'ailleurs pas les efforts nécessaires pour gagner à leur cause d'autres éléments d'esprit révolutionnaire, tels ceux qui suivirent Jean Allemane, rompirent avec les possibilistes en septembre 1882, au congrès de Saint-Étienne, et se réunirent en congrès séparé à Roanne, pour former le Parti ouvrier français (POF) qui reprit à son compte l'intégralité du programme de 1880. Le POF ne sera, durant des années, qu'une organisation restreinte en nombre d'adhérents et de militants à travers la France. Son action ne sera cependant pas sans mérite. Il préservera le principe d'un parti des travailleurs, indépendant de toutes les autres formations politiques. Il répandra, par des réunions multiples, des débats dans le pays et, par ses journaux à parution épisodique (*L'Égalité*, *Le Socialiste*), les idées de lutte de classes, de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, d'une



société sans exploiters du travail d'autrui, fondée sur la propriété collective des principaux moyens de production et d'échange. Si la démarche guesdiste ne fut pas dépourvue d'étroitesse de vues et de dogmatisme, elle s'attacha à faire reculer, quelque peu, le mépris existant de longue date, en France, dans le mouvement populaire, pour l'idéologie et la théorie. Elle commença à diffuser les idées essentielles de Marx (le premier tome du *Capital* en français fut édité et diffusé en fascicules, entre 1872 et 1875, en dehors des guesdistes, mais ceux-ci en publièrent des extraits ou des résumés populaires). Ils ne furent cependant pas les seuls à s'intéresser à l'œuvre de Marx car d'autres comme Édouard Vaillant ou Benoît Malon, bien qu'éloignés politiquement des guesdistes, y contribuèrent⁶.

Pris par son action de popularisation de ses idées, concurrencé par les divers groupes se réclamant du socialisme – qu'ils fussent nés du possibilisme ou du radicalisme –, le parti de Guesde n'enregistrera guère de succès électoraux avant 1892. Cette année-là, il conserve ou enlève plusieurs municipalités importantes, dont celles de Narbonne, Commeny, Marseille, Roubaix et Montluçon; l'année suivante, aux législatives de 1893, dix députés furent élus dont Jules Guesde lui-même, dans la circonscription de Roubaix. Jules Guesde surestima la portée de ces succès électoraux, les comparant abusivement à une « révolution » et commença à délaisser l'action patiente pour gagner les travailleurs au socialisme pour le terrain du parlementarisme. Les députés du POF prirent place dans le groupe unique formé par les parlementaires se réclamant, plus ou moins, du socialisme, et regroupant une cinquantaine de députés. Pour la première fois, ces élus formaient, malgré leurs divergences, un groupe distinct des autres groupes politiques, qu'ils fussent monarchistes, républicains opportunistes ou radicaux.

La croissance de l'influence du POF, et des groupements socialistes en général, n'était pas étrangère au fait que le mouvement socialiste prenait de plus en plus de caractère universel, surtout dans les principaux pays européens, en Allemagne, Italie, Belgique, Angleterre, Russie... Un congrès socialiste international se tint à Paris en 1889, en même temps que l'exposition universelle. Il fut important malgré la concurrence d'un autre congrès d'inspiration possibiliste. Il adopta plusieurs décisions dont



les plus connues furent la réorganisation de l'Internationale ouvrière (la II^e Internationale) et son appel en faveur de la journée de travail de 8 heures et pour que la journée du 1^{er} mai soit désormais une journée mondiale d'union et de lutte des travailleurs de tous les pays.

Le 1^{er} mai 1891 fut ensanglanté par la fusillade de Fourmies, dans le Nord, où sous les feux des leblés, périrent neuf manifestants dont plusieurs jeunes filles et enfants. Trente-trois autres furent blessés. À travers la France, durant ces premiers 1^{er} Mai, le pouvoir capitaliste usa des pires mesures de répression. Cela n'arrêta pas le progrès du mouvement ouvrier.

Syndicats et partis socialistes

Les syndicats ouvriers français, que la loi de 1884 avait définitivement légalisés, connaissent un développement rapide. Leur nombre passe de 1 106 en 1890 à 2 178 en 1894 et leurs membres de 139 692 à 408 000 sur la même période. Une Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France, réunissant un certain nombre de syndicats, se constituera au congrès de Lyon en 1886, dans laquelle les guesdistes seront présents, souvent de façon maladroite, car ils voulaient subordonner étroitement les objectifs syndicaux à ceux de leur parti.

Les Bourses du travail, dont la première fut fondée à Paris en 1887, se transformèrent dans chaque grande ville en centres de liaison des syndicats de diverses branches et entreprises. Quelques-unes d'entre elles se réunirent en fédération en 1892, à l'initiative de Fernand Pelloutier qui, ayant rompu avec le POF jugé par lui « autoritaire », partageait les idées « libertaires » s'inspirant des thèses de Proudhon et de Bakounine, l'adversaire de Marx dans la I^{re} Internationale.

En 1895, au congrès de Limoges, la Fédération des Bourses et la majorité de la Fédération nationale des syndicats coordonnent leurs actions dans la Confédération générale du travail (CGT) que dominent désormais les adeptes de Proudhon et de Bakounine, réunis en un courant qualifié d'anarcho-syndicaliste. Ils estimaient que l'action politique sapait l'indépendance d'action de la classe ouvrière et que, par contre, le syndicat et la grève dont la grève générale, suffisaient à tout. La CGT proclama aussi « l'indépendance du syndicalisme » vis-à-vis de tous les partis, les